

Enfermer pour gouverner

La rédaction

Numéro 333, hiver 2022

Derrière les murs. Frontières, prisons, hôpitaux psychiatriques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97271ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

La rédaction (2022). Enfermer pour gouverner. *Liberté*, (333), 46–47.

Enfermer pour gouverner

L'enfermement, comme logique et comme relation, n'a pas de murs. Si la prison est l'élément central de cette logique, si elle en représente la forme la plus visible et tangible, elle ne témoigne pas, à elle seule, de ce que l'on pourrait appeler l'organisation carcérale de l'espace et du temps. La prison est devenue, avec le développement du capitalisme, une solution spatiale, économique et politique de premier plan pour « gérer » les populations considérées comme excédentaires ou indésirables. Dans le court essai *Abolition Geography and the Problem of Innocence*, la militante et géographe Ruth Wilson Gilmore écrit (nous traduisons) : « La prison moderne est l'institution centrale des géographies carcérales aux États-Unis comme ailleurs, mais elle ne les définit pas exclusivement ; ces géographies se manifestent aussi à travers les stratégies régionales d'accumulation, les bouleversements, les immensités et les fragmentations qui se reconfigurent dans l'espace-temps (même si les coordonnées géographiques restent les mêmes) afin de permettre un autre cycle d'accumulation. »

Le mode de production capitaliste, explique Gilmore, celui des *enclosures* (la privatisation des pâturages et des champs naguère accessibles à la communauté), celui de la violence coloniale et de l'esclavage, celui de l'extractivisme, celui de l'industrialisation, tout comme celui de la financiarisation, met en place les institutions et les formes de relations qui permettent l'accumulation. Or ce mode de production requiert l'organisation, la configuration et la gestion de l'excédent, c'est-à-dire la gestion de ce qui entrave sa course folle. Toute forme de liberté contre-productive est ainsi appelée à être restreinte. La question centrale des géographies de l'enfermement, résume Gilmore, est donc la désignation de cette liberté excédentaire ou contre-productive : l'esclave qui vend le fruit de son labeur en secret, à l'insu du maître ; la communauté qui s'oppose à l'abattage de forêts ancestrales, au forage des cours d'eau et au pillage du territoire ; quiconque ne travaille pas, ou pas assez ; quiconque ne peut pas travailler ; ceux et celles dont les trajectoires, les déplacements, à l'échelle d'une ville ou de continents, trahissent le sens des frontières, de la tarification des transports en commun, des enclaves urbaines, de l'effacement. Cet excédent réside aussi dans les heures perdues à rêvasser : qu'est-il arrivé au temps passé à ne rien faire, à la pause cigarette trop longue, au temps consacré

à l'amitié, au soin d'autrui, à la survie improdutive ? Il loge également dans la contestation : la grève, la manifestation. Les lieux et les modalités de gestion de cet excédent se déplacent, se consolident, se multiplient, s'étendent et se superposent. Et c'est à partir de ces lieux multiples, de leur description, de leur critique, que l'on peut saisir non seulement le fil conducteur de l'enfermement comme logique et comme relation, mais aussi les possibilités de vivre autrement, de faire autrement. À partir des lieux, mais aussi des moments.

Lors d'une conférence donnée en octobre 2021, Angela Davis soulignait que, durant l'effervescence militante des années 1960 et 1970, les logiques de l'enfermement et les géographies carcérales n'occupaient pas une place aussi centrale dans la définition des luttes. La violence explicite du capital et de l'État suscitait bien sûr de la résistance, mais, pour les militant-es de cette époque, la fin du capitalisme paraissait bien réelle. Au moment où se déroulaient les luttes de libération africaines et la révolution cubaine, et où fleurissaient les solidarités émancipatrices, le « moment » capitaliste ne semblait pas éternel. « Nous pensions que nous ferions l'expérience du socialisme de notre vivant », remarquait Davis. S'agissant des logiques de l'enfermement, on supposait, sans doute naïvement, que le dépassement du capitalisme entraînerait l'extinction de ses méthodes. En 1976, en conférence à Montréal, Michel Foucault invitait quant à lui à une réflexion fondamentale sur la multiplication des mécanismes de contrôle et des fonctions carcérales à l'extérieur de la prison. Quoique moins optimistes que celles d'Angela Davis, les propositions de Foucault se basaient elles aussi sur un pronostic contextuel : la réduction anticipée, durant les années 1970, de la population carcérale, au gré de la progression des luttes anticapitalistes. Aujourd'hui, force est de constater que le capitalisme se porte bien à l'échelle globale – peut-être même mieux que jamais. En conséquence de quoi, au sein des sociétés capitalistes avancées, les mécanismes sécuritaires se sont multipliés et les populations carcérales n'ont fait que croître.

Si ce courant, cette lame de fond, est difficile à nier, la pandémie a néanmoins donné lieu à de grossières exagérations sur le thème de l'enfermement. Alors que l'expérience d'un certain enfermement devenait littérale, quelques observateurs – par ailleurs sensibles à ces phénomènes – ont projeté leur critique de façon

fort maladroite sur les méthodes de gestion de la pandémie. Comme si l'anxiété du confinement et l'empressement à penser le déploiement des mécanismes sécuritaires, ici et maintenant, avaient poussé à grossir le trait. Prenons par exemple l'écrivain et chroniqueur Paul B. Preciado qui, en avril 2020, annonçait dans *Mediapart* que « [l]a nouvelle frontière néropolitique s'est déplacée des côtes de la Grèce vers la porte de notre domicile privé. Lesbos commence maintenant sur notre palier. Et la frontière ne cesse pas de se fermer sur nous, elle nous pousse toujours plus près de notre corps ». Il allait même jusqu'à conclure que « [p]endant des années, nous avons placé les migrants et les réfugiés dans des centres de détention, limbes politiques sans droit et sans citoyenneté, perpétuelles salles d'attente. Maintenant, c'est nous qui vivons dans les centres de détention de nos propres maisons ». Même si, sur le fond, il s'agit d'une invitation à relever et à critiquer l'intensification du contrôle des corps en ces temps pandémiques, l'analogie entre la prison, l'impasse des camps de réfugiés, l'épreuve de la frontière et le foyer fait sourciller. Surtout lorsqu'on sait combien la pandémie a effectivement accru la dangerosité des routes migratoires, et fait des ravages dans les établissements carcéraux du monde entier. Ce genre d'analogie, même si elle naît d'une crainte légitime, tend ainsi à minimiser davantage, voire à invisibiliser les phénomènes d'enfermement, qu'à créer un lien de solidarité avec les populations qui, au premier chef, en subissent la violence. On pense aussi à l'immense philosophe Giorgio Agamben qui, dès février 2020, dans une série de textes enflammés publiés sur le site web de sa maison d'édition, partageait ses réflexions sur le « despotisme techno-médical » dont témoignait le recours à la quarantaine et à la distanciation physique. L'exercice a suscité de vives critiques, notamment parce que le philosophe y minimisait dangereusement la gravité de la maladie, et parce que sa critique de la technique versait ici dans une paranoïa s'alignant curieusement avec les discours conspirationnistes.

Avec un peu de recul, et moyennant une sérieuse rectification des faits, l'intuition d'Agamben n'était pas saugrenue : la gestion de la pandémie a bel et bien offert une occasion de canaliser l'aversion de nos sociétés pour le risque, afin d'intensifier le contrôle et la surveillance tout en normalisant le recours à l'état d'exception. Reste que ce type de réflexion à chaud, empêtré

dans des modèles théoriques gommant les particularités du temps présent, tout comme les fausses équivalences tracées par Paul B. Preciado, n'aident en rien la compréhension des géographies de l'enfermement, lesquelles précèdent et dépassent largement la pandémie. Autant il a été essentiel de nommer les sursauts autoritaires des démocraties en temps pandémique, autant il faut savoir distinguer et décrire les formes d'enfermement qui découlent d'un état d'exception permanent imposé aux corps et aux existences jugées excédentaires. Ces deux modalités de l'enfermement ont pu se superposer dans le contexte de la crise sanitaire, mais elles ne doivent en aucun cas être confondues.

Il est vrai cependant que, dans les deux dernières années, la pandémie, mais aussi les mobilisations antiracistes de grande ampleur nées dans la foulée de l'assassinat de George Floyd à Minneapolis en mai 2020, ont donné une texture plus tangible à des réalités dont le propre est de se vivre à l'abri des regards. Il y a eu l'abandon, sans services ni soutien, des quartiers urbains densément peuplés où se concentrent les bas-ses salarié-es et les personnes sans statut, et où le virus s'est propagé plus qu'ailleurs. Il y a eu la contagion effrénée dans les établissements carcéraux, dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD), et dans les résidences pour personnes âgées. Il y a eu l'intensification de la violence domestique, puis la prise de conscience de la réalité des « anges gardiens », louangés mais assujettis malgré tout à des lois migratoires arbitraires. Il y a eu le couvre-feu, dont les effets jouaient avec précision les lignes de fractures sociales... Soudain, les géographies de l'enfermement ont difficilement pu être dissimulées. C'est d'ailleurs l'intuition à l'origine de ce dossier. Dans les pages qui suivent, nous proposons donc de poser un certain regard – forcément partiel, fragmenté – sur les lieux et les moments de l'enfermement au sein de nos sociétés. La crise sanitaire semble avoir taillé une brèche, ouvert un espace pour critiquer ces lieux et ces moments. Or cette critique apparaît d'autant plus importante considérant l'imminence de la crise climatique et l'intensification prévisible des mécanismes de contrôle et de répression des populations. Il est urgent d'apprendre à connaître et à reconnaître les géographies de l'enfermement telles qu'elles se déploient ici et maintenant, afin de mieux les défaire dans l'avenir. ●

— La rédaction